

à

*Messieurs les ministres d'Etat*

*Mesdames et messieurs les ministres*

*Mesdames et messieurs les secrétaires d'Etat*

*Mesdames et messieurs les préfets de région*

**Objet : Poursuite de la modernisation des procédures de consultation préalable et réduction du nombre des commissions consultatives.**

Les efforts consécutifs à la circulaire du 24 octobre 2017 relative à la modernisation des procédures de consultation préalable et à la réduction du nombre des commissions consultatives se traduiront dans le jaune budgétaire annexé au projet de loi de finances pour 2019 avec pour la première fois un nombre total des commissions et instances placées auprès des ministres ramené en-dessous de 400 à 389.

Je vous demande de poursuivre cette démarche résolue de réduction des commissions existantes et de veiller à évaluer la pertinence de toute création de commission nouvelle, en continuant à rechercher d'autres modes de consultation ou d'association du public à la décision plus ouverts et plus modernes. Il s'agit à la fois d'améliorer la qualité des textes et d'optimiser les délais de préparation, notamment des décrets d'application des lois, en évitant des consultations souvent très formelles.

Le secrétaire général du Gouvernement se rapprochera de vos ministères afin de préparer les dispositions réglementaires d'abrogation des instances dont l'utilité n'est plus avérée.

A compter de ce jour, toute création d'une nouvelle commission entrant dans le champ de l'article 112 de la loi de finances pour 1996 devra être accompagnée de la suppression de deux commissions existantes relevant également de ce champ. Cette règle s'appliquera également aux commissions créées par voie législative : lorsque la loi ne comportera pas elle-même les suppressions ou regroupements correspondants, il appartiendra au ministère intéressé de proposer la suppression de deux commissions créées par la voie réglementaire. Le secrétaire général du Gouvernement veillera à instruire, le cas échéant avec mon cabinet, les demandes de création, qui devront s'accompagner d'une étude de nécessité, et appréciera les suppressions proposées en compensation.

Il est rappelé qu'est assimilée à une nouvelle commission toute commission dont la durée d'existence légale a expiré, notamment parce qu'elle n'a pas été renouvelée avant l'échéance du délai de cinq ans prévu à l'article R\* 133-2 du code des relations entre le public et l'administration, et dont la reprise de l'activité est envisagée.

Il vous est par ailleurs demandé de veiller à actualiser les textes mentionnant des commissions arrivées à échéance par l'effet des dispositions de l'article R\*133-2 du code des relations entre le public et l'administration ou dont les dispositions institutives ont été abrogées. L'article R\*133-15 du code des relations entre le public et l'administration, dans sa rédaction résultant de l'article 24 du décret du 12 septembre 2018 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif, permet de modifier par décret simple les textes réglementaires relatifs à une commission ou à sa consultation, lorsque ces modifications ont pour seul objet de tirer les conséquences de l'abrogation ou de la caducité des textes créant cette commission ou prévoyant sa consultation, sauf disposition législative y faisant obstacle.

  
Edouard PHILIPPE